

RUANDA - URUNDI

Service Pénitentiaire

Prison de KigaliR.E- ~~77846~~

5252

3^e Cat-Nom : B A T A N Y U R W AOrigine : YogweChefferie : CyeshoTerritoire : Shangugu

Profession :

N° du R.E. : 11846 5252

Formule dactyloscopique :

Arrêté le : 29-11-50Condamné le : 30-3-51 à

Deux ans et six mois SPD
500f. am. ou 50j. SPD
75f. par an 7j. CPC

1/4 de peine : 12-7-51Sorti le : 29-11-52
28-5-53 / 18-11-53 25-1-53
17-7-53 / 24-7-53

Transféré le :

Rapatrié le :

Expulsé le :

Décédé le :

LE GARDIEN,



Libération conditionnelle.

(Ord. n° 1 du 14 avril 1924).

Bulletin de renseignement du nommé (1) B ATANYURWA, fils de Nya-
mubundwa (c.v.) et de Ntibabase (+), originaire de la colline de Yagwe,
chiffrier du Cyashya, territoire de Bangugu

Tribunal ou conseil de guerre qui a prononcé la sentence	T. R. R.
Date du jugement	30 - 3 - 57
Motif de la condamnation	Exploitation illégale d'or non ouvré
Durée de la servitude pénale principale	deux ans et six mois
Date de l'entrée en détention (Détention préventive ou exécution du jugement)	29 - 11 - 50
Décision de la juridiction d'appel	
Date du jugement d'appel	
Epoque à laquelle le condamné peut bénéficier de la libération conditionnelle (2)	12 - 7 - 57
Date d'expiration de la peine	28 - 5 - 53

Résumé des circonstances de l'infraction. — Appréciation de sa gravité et renseignements du parquet concernant les antécédents du condamné, sa moralité, sa situation, ses moyens d'existence, ses relations avec sa famille, ses ressources, etc...

Avis en ce qui concerne la libération conditionnelle.

A la rivière Linzobe, territoire de Bangugu, résidence du Ruanda, dans le courant du mois de novembre 1950 et plus spécialement le 29 de ce mois, procédé sans titre légal à des travaux d'exploitation ayant l'or pour objet.

Fait prévu et sanctionné par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 (Ordonnance Ruanda-Urundi du 11 octobre 1928). —

De/avorable. idem
9-7-51 LORP 16-7-54

L'Officier du Ministère Public, Bouey

LORP

1. Nom, prénoms, profession, lieu de naissance, sexe.

2. Quand il a subi le quart de sa peine, si le quart dépasse trois mois. — Après trois mois dans les cas contraires.
Après cinq ans, si la peine est perpétuelle,

Observations du gardien de la prison sur :

1° la conduite.

moyenne

idem

2° le caractère.

douteux

idem

3° les dispositions morales du détenu.

assez bonnes

A. et F.I. non payé

de fourniture

de fourniture 4.7.51

idem Absence et pour non payé

de fourniture

Relevé le 7.4.52

Renseignements divers à fournir par l'autorité administrative et militaire :

avis défavorable - 10/7/51 - A. Adjt. Vauthier

avis défavorable - 19/4/52

Ris. adjt.

Renseignements complémentaires à donner par le Conseiller Juridique :

A représenter dans 1 an
19/7/51

Le Vice-Gouverneur Général
du Congo Belge.

Gouverneur du Ruand - Urundi

P. O.

Conseiller Juridique

LEROY.

Pierre Leroy

Prière à Monsieur le Gardien de Prison
d'indiquer si l'intéressé bénéficie
de l'A.R. de grâce du 6.8.1951

Dans l'affirmative, ne pas représenter

Dans la négative, à représenter dans 6 mois

24 juillet 1952

oui

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi

P. O.

Conseiller Juridique.

Pierre Leroy

Résidence d Ruanda
Prison de Ruhengeri

N° R. E. 5252
R. M. P. N° 1094/8

FICHE DU DÉTENU : BATHAISKURWA

Originaire de la chefferie Cyisha

Territoire Shangugu

Résidence ou district Ruanda

Condamné le 20-3-51, par Tribuna (Résidentien) de Ruanda

à 2 ans et 6 mois

du chef de Exploitation illégitime d'or non ouvré

Renseignements divers :

(moralité — amendement — situation familiale)

Tournez s'il vous plaît.

P U N I T I O N S

Dates	Motif	Peine
9. 10. 57	Parcense au travail	2 c. fouet
24. 3. 52	Ouvrier frapper son compagnon le gardien de prison	3. c. fouet

REQUISITION

à fin
D'EMPRISONNEMENT
pour la servitude pénale subsidiaire
et la contrainte par corps,

Tribunal de Résidence de Ruanda
Conseil de guerre

RMP: 1094/5- RP: 302

L'Officier du Ministère public près le

Tribunal de 1^{re} Instance du R.U. résidant à KIGALI
Conseil de guerre de

En vertu des articles 142 et suivants du décret du 11 juillet 1923 :

Requiert le gardien de la prison de RUHENGARI

de maintenir en détention (ou d'incarcérer) le nommé BATANYUKWA, MUNYARUANGA, prénommé

condamné par jugement du Tribunal de Résidence de Ruanda
Conseil de guerre de

du 30-3- 1951, devenu irrévocable le 9-4-1951

à 50 jours de servitude pénale subsidiaire à défaut de

payer l'amende de 500 f (ou) à 4 jours

de contrainte par corps faute de paiement de la somme de 75 f

montant des frais du procès (ou) à de contrainte par

corps faute de verser la somme de montant des dommages intérêts

à la partie civile.

A KIGALI, le 30-10- 1951

L'Officier du Ministère Public,

A. VAN HOECK

SERVICE DE LA JUSTICE
ET DU CONTENTIEUX

N° 648 /Cont.L.C.

OBJET:

Libération conditionnelle

Transmis à Monsieur le Gardien de la Prison

de Ruhengeri:

ampliation d'une ordonnance en date du 20.7.51

accordant la mise en liberté conditionnelle

au détenu SEMIGOTI R.E. 5216;

les fiches des détenus

BATANYURWA	R.E.	5252
RUDASESWA	"	5114
GATWA		5244

Usumbura le 26 juillet 1951
Le Chef du Service de la Justice
et du Contentieux
P. LEROY

1708 / Just 42
Recu le 2.8.51
Wip

Annexe 4

RESIDENCE DU RWANDA.
TERRITOIRE DE RUHENGEMI.

Ruhengeri, le 4 juillet 195.

N° 15 11 /prison.

Objet: Libérations Condit.

Monsieur Le Substitut,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe
les dossiers de libération conditionnelle des détenus
suivants:

1. Semigoti.
2. Gatwa.
3. Rudaseswa.
- ✓ 4. Batanyurwa.

Le Gardien de Prison, Nijs R.

A Monsieur Le Substitut du Procureur du Roi

à

Kigali.

REQUISITION

A FIN D'EMPRISONNEMENT

TRIBUNAL de Résidence du Ruanda

Reg. du M.P. No 1.094/S

Reg du rôle. No 302

L'officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda

En vertu de l'article 82 de l'ordonnance-loi du 30 août 1924 et des articles 143 et 146 du décret du 11 juillet 1923;

Requiert Monsieur le Gardien de la prison à KIGALI
de recevoir et emprisonner le nommé BATANYURWA

condamné par jugement du Tribunal de Résidence du Ruanda
en date du 30 mars 1951 devenu irrévocable le 19
à DEUX ANS ET SIX MOIS de S.P.P.
du chef d'exploitation illicite d'or non ouvré

Kigali

, le

30 mars

1951

L'Officier du Ministère Public,

Ch. SACRE

Avoir, à la rivière Minzoke, territoire de Shengugu, résidence du Ruanda, dans le courant du mois de novembre 1950 et plus spécialement le 29 de ce mois, procédé sans titre légal à des travaux d'exploitation ayant l'or pour objet.

LE TRIBUNAL DE RESIDENCE DU RUANDA, SEANT A KIGALI, Y SIEGRANT EN MATIERE REPRESSIVE, A RENDU LE JUGEMENT SUIVANT:

AUDIENCE PUBLIQUE DU 30 MARS 1951

EN CAUSE:
MINISTERE PUBLIC
CONTRE:

BATANYURWA, fils de Nyamuhundwa (ev) et de Ntihakose (ded), originaire de la colline Yurwe, sous-chef Sebhura, chefferie Cyesha, territoire de Shangugu, et y résidant, cultivateur, détenu préventivement à la prison de Kigali;

VU par le Tribunal de Résidence du Ruanda, séant à Kigali, la procédure suivie à charge du prévenu Batanyurwa, ci-dessus qualifié, pour avoir:

A la rivière Kinzobe, territoire de Shangugu, résidence du Ruanda, dans le courant du mois de novembre 1950 et plus spécialement le 29 de ce mois, procédé sans titre légal à des travaux d'exploitation ayant l'or pour objet.

Fait prévu et sanctionné par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 (Ordonnance Ruanda-Urundi du 11 octobre 1929).

VU la fixation de la cause à l'audience publique du 30 mars 1951 faite par le Juge-suppléant de ce Tribunal le 29 mars 1951;

VU l'audience publique de ce jour, la comparution volontaire du prévenu et sa renonciation expresse à la formalité de la citation régulière

OUI le prévenu en son interrogatoire;

OUI le Ministère Public en ses conclusions et réquisitions conformes;

OUI le prévenu en ses dires et moyens de défense présentés par lui-même;

Le Tribunal prononce ensuite, sur les bancs, le jugement suivant:

ATTENDU que le 29 novembre 1950, à la rivière Kinzobe, les travailleurs du sieur Defays, colon minier exerçant son activité en région de Nyongwe, surprisent trois indigènes en flagrant délit d'exploitation d'or et parvinrent à en arrêter deux dont le prévenu Batanyurwa;

ATTENDU que Batanyurwa reconnaît avoir été surpris exploitant de l'or dans les circonstances exposées ci-dessus; qu'il reconnaît avoir exploité antérieurement pendant deux jours et déclare que, lorsqu'il fut surpris, il exploitait depuis un jour ajoutant qu'il se proposait de revenir exploiter deux jours encore;

QU'une petite quantité d'or - métal identifié comme tel par l'expert Dion dans son rapport du 10 janvier 1951 - fut trouvé dans la poche du capitula de Batanyurwa qui reconnaît que cet or a été extrait par lui;

ATTENDU que le fait d'effectuer sans titre légal des travaux d'exploitation ayant l'or pour objet est prévu et sanctionné par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 (Ordonnance Ruanda-Urundi du 11 octobre 1929);

ATTENDU qu'ont été saisis quatre bassins, deux pans, deux pelles et deux pics ainsi que 695 milligrammes d'or;

QU'il y a lieu de prononcer la mainlevée de la saisie opérée sur l'or, ce métal n'appartenant pas au prévenu, et sur le matériel à l'exception d'un bassin qui appartient au prévenu, les propriétaires du matériel restant n'ayant pu être identifiés;

QU'il échet de prononcer la confiscation du bassin dont le prévenu se déclare le propriétaire et qu'il reconnaît avoir utilisé pour le pannage du gravier aurifère extrait, c'est-à-dire pour commettre l'infraction dont il s'est rendu coupable;

PAR CES MOTIFS,

VU le Décret du 5 juillet 1948 sur l'organisation judiciaire civile et répressive au Ruanda-Urundi;

VU le Code Pénal Congolais, en ses articles 5, 7 à 14;

VU le Décret du 20 avril 1928, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance du 11^{er} octobre 1929, en ses articles 1 et 27;

VU le Décret du 11 juillet 1923 formant avec les Décrets modificatifs Code de Procédure Pénale Congolaise, rendu exécutoire au Ruanda-Urundi par Ordonnance n° 11/82 du 21 juin 1949;

LE TRIBUNAL,

STATUANT CONTRADICTOIREMENT,

DECLARE établie la prévention telle que libellée à sa charge et, de ce chef, **CONDAMNE** le prévenu BATANYURWA à une peine de **DEUX ANS ET SIX MOIS** de servitude pénale principale et **CINQ CENTS FRANCS** d'amende ou, en cas du non paiement de celle-ci dans le délai légal, à une servitude pénale subsidiaire de **CINQUANTE JOURS**;

LE **CONDAMNE** en outre à payer les frais du procès taxés en totalité à ce jour à la somme de **QUATRE-VINGT NEUF FRANCS** réduits d'office à **SEPTANTE CINQ FRANCS**, le prévenu étant indigène du Ruanda-Urundi, et à défaut de payer cette somme dans le délai de la loi, **FIXE** à **SEPT JOURS** la durée de la contrainte par corps qu'il aura à subir;

x bassins
ORDONNE la confiscation du bassin appartenant au prévenu et la mainlevée de la saisie opérée sur ^x2 pans, 2 pelles, 2 pics et 695 milligrammes d'or non ouvré, le tout inscrit au R.O.S. du Greffe de ce Tribunal sous le numéro 36..

AINSI jugé et prononcé à Kigali, en audience publique du 30 mars 1900 cinquante et un, par le Tribunal de Résidence du Ruanda où siégeaient Messieurs Daniel VAUTHIER, Juge-suppléant, Charles SACRE, Ministère Public et Willy FLAMENT, Greffier.

LE GREFFIER,
W. FLAMENT

LE JUGE-SUPPLÉANT,
D. VAUTHIER



ORDONNANCE DE CONFIRMATION

(Décret du 11 juillet 1923 art. 37)

Le Juge suppléant
du Tribunal de

Résidence de Ruanda, résidant à Kigali.-

POLICE DE LA JUSTICE

Vu les pièces de l'instruction à charge de BATANYURWA, fils de Nyamuhundwa et de Ndikabose, originaire de Jurgwe, sous-chef Nebuhura, chefferie de Cyasha, territoire de Shungu, détenu à la prison de Kigali,
prévenu de exploitation illicite d'or non ouvré, infraction prévue et punie
par les articles 1 et 27 du Décret du 20 avril 1928 rendu applicable au
Ruanda-Urundi par Ordonnance du 11 octobre 1929.-

Vu l'ordonnance en date du 13 décembre 1950.

autorisant la mise en détention préventive ;

Où le Ministère Public en ses réquisitions ;

Entendu l'inculpé et son défenseur

Agree par

XXXXXX
nous (2)

Attendu que l'intérêt public exige le maintien de la détention ;

Attendu que les circonstances graves et exceptionnelles qui ont motivé le mandat d'arrêt subsistent ; (3)

Vu l'article 37 du décret du 11 juillet 1923 ;

Confirmons pour un mois notre ordonnance en date du 11 Février 1951.- ;

et vu l'article 38 du prédit décret, ordonnons que l'inculpé sera tenu sous sa police sous le régime
prévisoire aux conditions précédemment imposées. (4)

Fait à Kigali, le 10 Mars 1951.-

Le Juge suppléant
du Tribunal de

Résidence de Ruanda,

POLICE DE LA JUSTICE

D. VAUTHIER.-

(1) Le Juge de Police n'a compétence que dans le cas de l'article 35, 1 et 2.

(2) Dresser acte des observations et moyens de l'inculpé ou de son conseil ;

(3) A mentionner seulement dans les cas prévus à l'alinéa final des articles 33 et 34 et spécifier les circonstances graves et exceptionnelles qui justifient la confirmation de l'ordonnance autorisant la détention préventive.

(4) A maintenir ou à supprimer suivant le cas.

OBSERVATIONS : L'ordonnance ne peut être confirmée qu'une seule fois dans les cas prévus à l'article du décret.

Ordonnance Confirmative
=====

Nous, JAENEN, E.M.A.

- Juge Suppléant de Résidence du Ruanda à Shangugu

Vu les pièces de la procédure à charge de
BATANYURWA, fils de Nyamuhundwa(ev) et de Ntihabose(+)

originaire de la colline	Yogwe	, sous-chefferie	Sebuhura
chefferie	Cyesha	, territoire	Shangugu
Résidence	Ruanda	, prévenu de	exploitation or non-ouvré

Oui Mr. l'Officier du Ministère Public

Attendu que le susdit a été mis en détention
préventive le 29 novembre 1950

Vu l'article 37 du Décret du 11 juillet 1923;

Attendu que le prévenu est indigène du Ruanda-Uru-
nai
les faits sont graves
il y a danger de fuite

Déclarons que l'intérêt public exige le maintien
de l'inculpé.

Fait à Shangugu le 11 février 1951.....

Le Juge du Tribunal de Résidence du Ruanda

A. JAENEN



Ordonnance confirmative.

Nous, JAENEN, E.M.A.

Suppléant ~~xxxxx~~ de Résidence du Ruanda à Shangugu

Juge du Tribunal

de Police de

Vu les pièces de la procédure à charge de BATANYURWA, fils de
Nyamuhundwa(ev) et de Ntihakose(+)

originaire de la colline Yogwe

, sous chefferie Seuhura

chefferie Cyasha

, territoire Shangugu

Résidence de Ruanda

, prévenu de exploitation or non ouvré

Ouï Mr l'Officier du Ministère Public

en ses réquisitions,

Attendu que le susdit a été mis en détention préventive le 29 novembre 1950

Vu l'article 37 du Décret du 11 juillet 1923 ;

Attendu que le prévenu est indigène du Ruanda-Urundi

les faits sont graves

il y a danger de fuite

Déclarons que l'intérêt public exige le maintien de la détention de l'inculpé.

Fait à Shangugu, le 12 janvier 1951

Suppléant

Le Juge du Tribunal de Résidence du Ruanda

A. JAENEN



ORDONNANCE DE MISE EN DETENTION

L'an mil neuf cent cinquante le 13eme jour du
mois de décembre

Par devant Nous A. JAENEN Juge de Tribunal de Résidence du Ruanda à Shangugu

Juge du Tribunal de Police de a comparu le nommé BATANYURWA, munyarwanda
fils de Nyamuhundwa (av) et de Ntihakase (+) orig. de Yugwe, sous-chef Sebuhura
chef Gakoko Territoire Shangugu

L'Officier du Ministère Public près le Tribunal de Résidence du Ruanda séant à Shangugu

..... a exposé qu'une instruction du chef de exploitation or non ouvré
infraet. aux art. I et 2/ Décret 20-4-28 Ora. R.U. du 11-10-29

était ouverte à charge du comparant, qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité, que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et des nécessités de l'instruction.

Et a requis la mise en détention préventive de l'inculpé.

Le comparant expose.

L'an mil neuf cent cinquante le 13eme jour du
mois de décembre

Nous A. JAENEN ^{Suppléant} Juge du Tribunal de Résidence du Ruanda à Shangugu
Juge de Police de

Attendu que le nommé BATANYURWA
est prévenu de exploitation or non ouvré; art. I et 2/ Décr. 20-4-28; O.R.U. 11-10-29
et fait l'objet d'une instruction judiciaire au Parquet de Kigali

Attendu que l'infraction est punissable de plus de six mois de Servitude Pénale
qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité

Que des circonstances graves et exceptionnelles exigent son incarcération et que cette mesure est impérieusement réclamée par l'intérêt de la sécurité publique et les nécessités de l'instruction.

Vu la réquisition du Ministère Public tendant à placer le prévenu en détention préventive.

Vu les articles 33 et 34 du code de procédure pénale.

Ordonnons que le nommé BATANYURWA
soit conduit et détenu à la prison de Shangugu

Notifié au prévenu le 13 décembre 1950 1950

Le Juge. ^{Suppléant}

A. JAENEN

MANDAT D'ARRÊT PROVISOIRE

Nous, Officier du Ministère Public près le.

Vu les pièces de la procédure instruite à charge de,

de Nyamuhurwa et de Ntihakou (+), coll. Jussieu, N. Schrebner
non examiné par Jussieu.
prévenu de l'exploration d'habitat ou non au vu

infraction prévue par l'article D. 20.4.28 / C. 20. 10.28 / art 27

Attendu que celui-ci n'a pas de résidence fixe dans la Colonie; que l'infraction est punissable d'une servitude pénale supérieure à deux mois et qu'il existe contre lui des indices sérieux de culpabilité ou (1)

Qu'en effet (2) l'inculte est indigène du R.-V, le fait est prouvé,
il y a danger de faillite.

Mandons et ordonnons que le susdit

soit arrêté et conduit à la Maison de détention de.

Fait à Shanghai, le 13 octobre 1950

près le Tribunal de 1^{er} Instance d'Oran

Ch. Same.

1. Lorsque l'inculpé a une résidence fixe dans la Colonie ou s'il est tel qu'on puisse le retrouver facilement.

PRO-JUSTIA

42642

Procès-verbal d'arrestation

L'an mil neuf cent cinquante, le *vingt-neuf* jour du mois de *novembre*
Nous, *Yves Laroche* en Territoire de Shangugu; Officier de Police
Judiciaire à compétence générale;
Avons, en vertu de l'article 6 du code de Procédure Pénale
saisi le nommé *Batanguin*, fils de *M. M. M. M.* et de *M. M. M. M.*
originaires du territoire de *M. M. M. M.* chefferie de *M. M. M. M.*
sous-chefferie *M. M. M. M.* colline *M. M. M. M.* résidant à *M. M. M. M.*
inculpé de *M. M. M. M.* et attendu que l'infraction commise par cet
indigène est punissable de plus de deux mois. Nous avons procédé à son
arrestation.

Je jure que le présent procès-verbal
est sincère.

L'Officier de Police Judiciaire

[Signature]

A V I S D E T R A N S F E R T ; -

Nous soussigné BRIJS, Jan, Gardien de Prison
à Shangugu,

Mandons Monsieur le Gardien de la Prison de KIGALI
de vouloir bien incarcérer les nommés :

BATANYURWA , fils de Nyamuhundwa et Ndikabose, orig. de Jurgwe, sous-
chef SEBUHURA, Chefferie Cyesha, Territoire Shangugu.

MISIGI alias GIMURI (sourd-muet fils de Shyirakera et de Nyirabikanio
colline Nyarwungu, sous chef Sebhura, chefferie Cyesha
territoire de Shangugu.

Prévenus de l'exploitation ~~de~~ clandestine d'or non ouvré

Infractions prévues par art. 1. et 27 Décr. 20-4-28 ; O.R.U. 11-10-2
mis en détention préventive depuis le 29-11-1950

Suivant pièce dont copie ci-jointe P.V. A...A. O.C.

Shangugu, le 9 Mars 1951.
Le Gardien de la Prison,
J. BRIJS.-

Escorte : Policiers BULUNGA et AMISI
de KIGALI.



Pour réception

Note: Prière de bien vouloir envoyer un exemplaire dument ~~remplir~~ signé pour
réception.-